

1

2



7ème Congrès de la CGT Educ'action

Créteil 18 et 19 avril 2013

Résolution Lycée

1 L'action du gouvernement et la loi d'orientation n'a pas apporté de changement positif à la situation des lycées,
2 aucune remise en cause du bac pro 3 ans, de la réforme Châtel sur les lycées, des réformes des filières technologiques.
3 Pire la loi d'orientation aggrave la situation par la régionalisation de la carte des formations et les menaces qui pèsent sur
4 les services d'orientation. Le ministre annonce finalement une réforme du lycée, il convient d'accueillir cette nouvelle
5 avec la plus grande prudence. Dans ce contexte, la CGT Educ'action Créteil réaffirme avec force son projet pour le lycée
6 du XXI^e siècle.

7 Vers une seule voie de réussite pour toutes et tous

8 Le système éducatif français divise le lycée en trois voies : général, technologique et professionnel. Malgré les
9 déclarations clamant une égale dignité des trois voies, forcé de constater que ces trois voies restent inégalement
10 valorisées et les réformes successives en ont réduit les contenus disciplinaires et les moyens d'enseignement.

11 Elles ne préparent pas les élèves au même destin scolaire et social. Cette division contribue à la division entre
12 travail manuel et travail intellectuel, entre travailleurs de conception et travailleurs d'exécution. La répartition des élèves
13 dans chacune des trois voies est fortement déterminée par leur origine sociale : les élèves des lycées professionnels sont
14 massivement issus des catégories sociales défavorisées. Ainsi le tri effectué en collège et l'organisation du lycée en voies
15 distinctes participent à perpétuer et à légitimer un ordre social inégalitaire.

16 La CGT Educ'action Créteil a une perspective syndicale de transformation sociale. Elle pense la transformation
17 du lycée en un lycée de la réussite pour toutes et tous en lien avec la construction d'une société plus juste et égalitaire. À
18 moyen terme elle se prononce pour la construction et la mise en place d'un lycée unique polytechnique. Elle s'inscrit
19 dans les repères revendicatifs lycée de l'union nationale votés en octobre 2012. Elle défend au quotidien la perspective
20 d'un lycée émancipateur permettant la réussite de tous les élèves, un lycée préservant dans chaque voie un accès à un
21 enseignement diversifié et équilibré entre toutes les disciplines.

22 Défendre une fluidité entre les voies du lycée

23 La CGT Educ'action Créteil défend une logique de complémentarité des formations au lycée sur un
24 établissement à taille humaine (500-600 élèves) et sur une zone géographique limitée. Elle s'oppose à la politique
25 rectorale de construction d'une offre de formation en réseaux spécialisant les établissements en gros pôle de formation.
26 Cette politique sous couvert d'économie, de rationalité et de productivité réduit les possibilités d'orientation. Elle
27 aggrave les conditions d'apprentissages des élèves et de travail des personnels.

28 Dans ce contexte, la polyvalence des lycées est fortement remise en cause, notamment celle des lycées
29 polyvalents à taille humaine. La suppression à la rentrée 2013 de division en première ST2S dans 13 lycées dont 11
30 polyvalents en est un signe fort. Pourtant actuellement, développer de véritables lycées polyvalents est une exigence
31 pour éviter la marginalisation des voies technologiques et professionnelles. Sans en faire un modèle unique et en
32 complémentarité avec d'autres établissements, pour la CGT Educ'action Créteil les lycées polyvalents à taille humaine,
33 mêlant notamment professionnel et technologique, de par leur particularité pédagogique ont toute leur place dans
34 l'académie.

3

CGT-Educ'Action académie de Créteil

4

9 rue Génin 93200 SAINT-DENIS – Tel : 06 58 48 08 79 - Fax : 01 55 84 41 96 - E-mail : contact@cgteduccreteil.org

5

Site : <http://www.cgteduccreteil.org>

7
35 La mise en place du Bac professionnel en trois ans a renforcé de fait le cloisonnement de la filière
36 professionnelle. Sur l'académie de Créteil aucun dispositif de passerelle, pourtant prévu par le décret du 10 février 2009
37 relatif à l'organisation de la voie professionnelle, n'est mis en place. La CGT Educ'action Créteil dénonce cette politique,
38 assumé ouvertement par le rectorat et revendique une véritable politique d'investissement pour mettre en place les classes
39 passerelles et l'adaptation de parcours diversifiés. Dans l'académie, près de 1300 élèves de seconde GT passe chaque en
40 1^{er} Professionnelle, le rectorat tend à réduire les classes ayant vocation à les accueillir. La CGT Educ'action Créteil
41 revendique la mise en place de véritable classe d'adaptation avec un enseignement adapté avec passerelle au passage
42 dans les trois voies.

43 La fin de la 3^e est pour de nombreux élèves le palier d'orientation où ils ont sélectionné négativement pour
44 rejoindre le lycée professionnel comme une « planche de salut ». Parce qu'elle refuse l'orientation par l'échec, la CGT-
45 Educ'action Créteil revendique que les niveaux de 3^e et 2nde deviennent le cycle de détermination au cours duquel les
46 élèves doivent recevoir un enseignement ouvrant sur les dominantes des séries des trois voies du lycée. Pour autant, une
47 orientation en fin de troisième vers la filière professionnelle (CAP ou bac pro) doit toujours être possible uniquement par
48 demande volontaire du jeune et de sa famille.

49 Pas d'austérité, mais des moyens pour les lycées

50 Stagnation des budgets des établissements, non-application des horaires réglementaires, augmentation du
51 nombre d'élèves par classe sont autant d'effet d'une politique d'austérité pesant sur les conditions d'apprentissages des
52 élèves et de travail des personnels. La CGT Educ'action Créteil revendique un financement à hauteur des besoins d'un
53 lycée émancipateur et la lutte contre les discriminations sociales. Contre tout fatalisme, il faut donner les moyens aux
54 élèves cristoliens pour réussir. Il faut donner plus à ceux qui en ont le moins.

55 Le budget des établissements est insuffisant, bien trop de projets pédagogiques nécessaires à une véritable
56 formation ouverte sur l'extérieur, la culture et les arts. Tout particulièrement dans l'académie de Créteil, les élèves ont
57 besoin d'un lycée leur permettant une ouverture sur le monde. La stagnation de l'enveloppe état région malgré
58 l'inflation entraîne de fait une baisse relative du financement des lycées. La CGT Educ'action Créteil revendique des
59 fonds suffisants et fléchés pour garantir la gratuité des activités pédagogiques y compris les voyages scolaire. Le mode
60 de financement et l'organisation des foyers socio-éducatifs doit être revu : l'adhésion doit être de fait et gratuite pour
61 tous les lycéens, un financement par une dotation état région doit en garantir le fonctionnement.

62 L'insuffisance des moyens alloués à la maintenance informatique oblige les lycées à passer des contrats avec des
63 sociétés privées. De même la région prend maintenant en charge la maintenance des chauffages au gaz, il y a de quoi
64 légitimement s'inquiéter de la qualité du service et des conséquences pour les établissements d'une délégation de ce
65 service au privé pour toute la région. La CGT éduc'action Créteil s'oppose à la logique de délégation au privé et
66 revendique la création de services de maintenance publique.

67 Les politiques d'austérité menées nationalement ont des répercussions très concrètes sur les moyens humains
68 alloués aux lycées de l'académie. La disparition des seuils et des heures ZEP ainsi que des heures « élèves en difficulté »
69 acquises lors de la lutte de 1998, le non-respect des horaires réglementaires dans le cadre du bac pro 3 ans, le non-respect
70 des seuils de dédoublement en SES et de nombreuses autres mesures d'économies budgétaires sont contraires à la mise
71 en œuvre d'une politique éducative luttant contre les discriminations sociales pourtant très forte dans notre académie. La
72 CGT Educ'action Créteil exige l'application de la loi par le rectorat et revendique une surdotation des établissements
73 défavorisés sur des critères sociaux et scolaires.

74 Revaloriser la voie professionnelle

75 La voie professionnelle accueille dans l'académie 34,4% des sortants de collège 2 800 lycéens en 1^{er} CAP et
76 12 400 lycéens en Seconde BAC Pro. 60% des élèves de bac pro sont orientés dans les filières tertiaires de service
77 commerce et vente. Ces filières ne permettent pas bien souvent une réelle insertion professionnelle et les politiques
78 rectorales ne permettent pas une poursuite d'étude. La CGT Educ'action revendique une réelle revalorisation de toutes
79 les filières, tertiaires comme industrielles, avec l'accès adapté aux BTS dans les lycées professionnels. L'implantation de

12
80nouvelles classes de BTS est devenue incontournable pour une insertion professionnelle véritable et une orientation
81réussie.

82 Les filières Gestion Administrative (GA) sont touchées par des réformes brutales et font encore à la rentrée
83prochaine l'objet de 4 fermetures de sections. Cette filière ne manquait pourtant pas d'attractivité à la rentrée 2010. Ces
84filières représentent près de 30% de l'accueil des sortants de collège vers le bac pro, c'est pourquoi ces nombreuses
85fermetures sont particulièrement inquiétantes. Les professeurs de comptabilité voient leur enseignement disparaître dans
86le cadre de la réforme des programmes et les menaces qui pèsent sur l'avenir des collègues sont lourdes. L'académie et
87les inspecteurs les incitent d'ailleurs depuis plusieurs années à se reconvertir. Cette situation n'est pas irrémédiable et
88nécessite un changement profond de stratégie sur la carte des formations pour le devenir de la filière administrative et la
89réussite des élèves.

90La voie technologique fragilisée

91 Les différentes réformes ont fragilisé les filières technologiques qui accueillent près d'un tiers des bacheliers de
92l'académie. Ces filières sont pourtant porteuses d'un potentiel sous-utilisé pour permettre aux élèves de l'académie
93d'acquérir un niveau III de qualification. Les fermetures de sections Sciences et Technologie de la Santé et du Social
94(ST2S) et Sciences et Technologies du Management et de la Gestion (STMG), le manque d'attractivité de la filière
95Sciences et Technologies de l'Industrie et du Développement Durable (STI2D) laissent craindre une réduction drastique
96de l'offre de formation dans la voie technologique.

97 La défense de la voie technologique est un axe important pour la CGT Educ'action, car elle doit permettre aux
98élèves d'acquérir une culture technique de haut niveau. La voie technologique doit occuper une place centrale dans un
99dispositif de passerelle entre les trois voies du lycée et conduire à terme les élèves à des qualifications de niveau II et I.

17

100 Donner les moyens de la réussite au lycée général

101 Cette voie a pour mission de dispenser une formation générale visant à l'orientation des élèves dans
102 l'enseignement supérieur. Toutes les séries doivent être présentes dans l'ensemble des établissements. La CGT-
103 Educ'Action académie de Créteil revendique les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de cette voie en
104 appliquant dans un premier temps des seuils de 24 élèves par classe.

105 Régionalisation

106 Le projet de loi sur la décentralisation présenté en conseil des ministres le 10 avril 2013 réorganise totalement
107 l'organisation et la gouvernance de la formation professionnelle et de l'orientation. C'est ainsi que les articles 15 à 22 «
108 déterminent les compétences de la région en matière de formation professionnelle dans le cadre du service public
109 régional de la formation professionnelle qu'elle organise et finance, et réforment les instances nationales et locales de
110 gouvernances des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle ».

111 Les Régions auront encore plus qu'aujourd'hui compétence pour favoriser l'apprentissage en signant des contrats
112 d'objectif et de moyens avec les Rectorats. Ainsi, l'article 23 « procède à une décentralisation complète des centres de
113 formation d'apprentis [pour les centres à recrutement national], la région se voyant investie d'une compétence exclusive
114 en la matière ». Les articles 25 et 26 donnent compétence aux Régions pour coordonner et animer le service public de
115 l'orientation.

116 La CGT-Educ'action n'est pas opposée à une meilleure articulation entre l'offre de formation et le travail avec les
117 Régions afin de proposer aux jeunes la meilleure formation possible. Mais elle s'oppose à ce que les Régions disposent
118 de tous les leviers, mettant directement en cause la survie même de la formation professionnelle publique au bénéfice de
119 la formation professionnelle privée et de l'apprentissage. Nous nous opposons également à une offre de formation qui
120 n'aurait pour seul objectif que de répondre à la demande patronale locale.

121 Campagne et tâche du BUA

122 Le Bureau de l'union académique est mandaté pour coordonner l'activité revendicative lycée à l'échelle
123 académique

124 Plus particulièrement le BUA a pour tâche :

- 125 - D'approfondir l'analyse et le projet de structure de l'offre pédagogique de l'académie.
- 126 - De continuer la campagne pour le respect des horaires réglementaires en lycée professionnel et plus
127 largement pour réclamer des moyens à hauteur des besoins en lycée. Dans ce cadre le BUA se
128 donne comme objectif l'élaboration d'une broche lycée.
- 129 - Mener une campagne contre les projets de régionalisation.

18

CGT-Educ'Action académie de Créteil

19

9 rue Génin 93200 SAINT-DENIS – Tel : 06 58 48 08 79 - Fax : 01 55 84 41 96 - E-mail : contact@cgteduccreteil.org

20

Site : <http://www.cgteduccreteil.org>